

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : N. FAUCIER  
72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>)  
(Chèque postal : N. Faucier 4165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## UNE DANGEREUSE FUMISTERIE : LA FRATERNISATION

**L**ORSQUE nous disons que les bolchevistes sont les plus grands agents de désorganisation ouvrière et que, avec tous leurs mots d'ordre de surenchére et de démagogie, ils ne font qu'empêcher ou retarder toute action décisive du prolétariat, il se trouve quelques camarades qui nous reprochent de faire de l'exagération sectaire.

Certes, nous n'avons aucune sympathie particulière pour les organismes réformistes qui se mettent à la remorque des Boncour et autres Jouhaux. Nous savons le rôle odieux joué par ces organismes en ce qui concerne la guerre, la S. D. N. et la mobilisation. Nous nous attendons à les voir entrer dans les Conseils du Gouvernement et à prendre en mains les intérêts de la société capitaliste menacée par ses propres agissements. Le parti socialiste et la C.G.T. — surtout depuis 1914 — sont complètement disqualifiés, et il n'est plus un seul ouvrier révolutionnaire qui prenne au sérieux les affirmations pacifistes et lutte de classe de ces deux succursales du parti radical-socialiste.

Seulement, nous disons que, justement de par le rôle équivoque joué par ces deux groupes, ils ne sont plus d'un grand danger pour le prolétariat révolutionnaire parce qu'on sait qui ils sont et ce qu'ils veulent. Et chaque jour amène une nouvelle preuve de leur attachement indéfectible à ce bloc des gauches qui doit les mener au pouvoir de concert avec les radicaux et les républicains socialistes.

On sait maintenant que le parti socialiste et la C.G.T. (au moins dans leur grande majorité) sont partisans de la défense nationale, de la collaboration des classes, de l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail, des assurances sociales et de toute réforme qui peut, par son application, éloigner ou supprimer le mouvement libérateur de la classe ouvrière.

Aucun ouvrier révolutionnaire ne se laisse donc plus prendre aux appels de ces deux organisations, et si, dans la C.G.T., il y a encore des éléments très actifs, nous savons que ceux-là sont restés ou rentés dans la Confédération pour combattre l'œuvre néfaste des dirigeants actuels de cette centrale et pour essayer de redonner au mouvement syndical sa vigueur révolutionnaire que les renégats de 1914 lui ont fait perdre.

Tandis que le parti bolcheviste et la C.G.T.U. continuent à tromper une foule d'ouvriers qui se laissent encore prendre aux mots d'ordre prétendus révolutionnaires et croient, en toute bonne foi, que dans ces deux maisons il n'y a que des révolutionnaires sans peur qui veulent instaurer une société prolétarienne en lieu et place de la société bourgeoise que nous subissons.

Et les militants à la solde de Moscou mènent une grande activité, organisant meetings sur meetings, grèves sur grèves, inondant la France de publications de toutes sortes, créant sans relâche des groupements divers : sportifs, artistiques, militaires, jeunesse, etc. dans lesquels la besogne de bourrage de crânes est faite de main de maîtres.

Nulle organisation politique n'avait encore causé autant de mal à la classe ouvrière. Nulle ne put accomplir aussi magistralement la démolition et la ruine du mouvement révolutionnaire. Depuis 1920, le parti bolcheviste français a plus accompli pour la bourgeoisie que cette bourgeoisie n'eût espéré accomplir elle-même. Démolition des syndicats, des coopératives, des syndicats de locataires, de l'A.R.A.C., de la F.O.P. Le mot d'ordre du P.C. à ses militants était : « Entreprenez la conquête des groupes desquels vous faites partie. Et si vous voyez que vous n'arrivez pas à dominer, désérgéz par tous les moyens. »

Et tous les moyens furent employés : l'injure la plus grossière, les calomnies les plus criminelles furent mises à contribution pour déchainer la haine entre les ouvriers. Les feuilles appartenant au P.C. ou à ses succursales ne sont que des ramassis d'accusations fausses, d'insinuations jésuitiques, de comparaisons sibyllines et malveillantes. Tous ceux qui ne voulaient pas se plier aux ukases du Kremlin y passèrent.

Cela se termina parfois tragiquement : témoins Clos et Poncet assassinés en 1923 à la Grange-aux-Belles par les fanatiques de la Fauchille et du Marteau.

Et pas un jour ne se passe sans qu'on ne lise dans *l'Humanité* quelque gentillesse dans ce genre : « Les anarchos-syndicalistes à la solde du patronat. La trahison des autonomes. » Mais n'allons pas plus loin dans leur boîte à ordures. Nous savons que les communistes sont passés maîtres en ce genre d'exercice.

Seulement, le plus triste, c'est qu'il se trouve des ouvriers sincères qui se laissent prendre à ces infamies. Parce que nous ne voulons pas obéir aux mots d'ordres fantaisistes, parce que nous ne voulons pas nous prêter à la besogne de démagogie et de bluff, parce que nous nous refusons à nous faire les complices des manœuvres dangereuses et criminelles des stipendiés de Moscou, il est des ouvriers qui, sur la foi

des articles bien rémunérés des porte-plumes de Staline, s'imaginent que nous sabotons le mouvement révolutionnaire et que, par sectarisme envers le P.C., nous empêchons la manifestation unanime de révolte du prolétariat.

Et bien ! il est temps de démasquer les « jésuites rouges » et de faire comprendre au prolétariat que tous les mots d'ordre que font circuler les agents du Kremlin sont des mots d'ordre contre-révolutionnaires, que les véritables agents de désagréation ouvrière, que ceux qui se font les plus efficaces agents de la réaction policière sont justement ceux-là mêmes qui n'ont de cesse de discréditer tous leurs adversaires de tendance.

Parmi les bluffs les plus dangereux et les surenchères les plus criminelles, le mot d'ordre de la fraternisation a déjà à son actif un nombre incalculable de victimes.

Combien sont-ils dans les prisons, dans les bagages militaires, en Guyane même, de ces pauvres petits gars qui ont voulu appliquer ce mot d'ordre ressuscité de l'hérésie ! Il y eut même, pendant l'offensive marocaine, des soldats qui furent condamnés à mort pour avoir suivi cette consigne aussi absurde qu'inutile.

Dans le prochain numéro, nous démontrerons que la *fraternisation en cas de guerre* est insoutenable, inefficace et qu'elle ne peut servir qu'à grossir le nombre des victimes de la répression.

À cette tactique dangereuse, nous opposerons la tactique saine, et seule vraiment capable d'empêcher la guerre : celle de la grève générale.

Et nous verrons quels sont les auxiliaires de la réaction.

Louis LOREAL.

## Pour la lutte contre les expulsions administratives

L'expulsion administrative est plus que l'ordre du jour dans ce pays ou l'arbitraire policier se donne libre cours.

Il faut que nous cessions d'assister indifféremment au départ de camarades dont le seul crime est d'être nés de l'autre côté de la frontière française.

Nous avons annoncé dans notre précédent numéro, que nous tenions à la disposition des groupes et des camarades, des affiches pour l'organisation, en province, de meetings contre l'expulsion administrative.

Ces affiches (format double-colonblier) sur lesquelles on n'aura qu'à apposer le timbre et la bande annonçant le jour, le lieu de la réunion et les orateurs, seront laissées au prix de 0 fr. 60 chacune.

Après Angers et Trélazé, où viennent d'avoir lieu deux meetings, la fédération parisienne organise une série de réunions dans la banlieue sur ce sujet. Coursan et Narbonne nous font également leurs commandes d'affiches. Béziers et d'autres villes du midi vont suivre, ainsi que dans le reste du pays.

Il faut que notre campagne de protestation s'amplifie ; nous comptons, pour cela, sur l'appui de tous les camarades.

Qu'ils nous écrivent donc dans le délai le plus bref. Nous pourrons leur fournir un orateur de Paris et toutes indications utiles à ce sujet.

## Lettre ouverte à nos Lecteurs

Compagnons,

Vous avez certainement examiné avec attention les explications que nous avons fournies dans les deux précédents numéros sur la nécessité d'améliorer notre situation financière.

Vous avez également reconnu la justesse de nos réflexions, lorsque nous disions que la vente au numéro, nécessitant le recours aux intermédiaires, nous était préjudiciable. Tandis que nous exposions comment l'abonnement au journal était pour vous avantageux, de même qu'il nous permettait par les économies ainsi réalisées de grossir notre budget.

Et qu'avez-vous alors conclu ?

Très probablement que votre attachement à notre journal et la nécessité de la faire vivre et prospérer ne vous permettait pas d'attendre plus longtemps pour vous y alimenter.

Vous vous êtes alors en outre promis de faire autant de vous la propagande nécessaire pour recruter des abonnés nouveaux.

Puis vous êtes allé, pour vous coucher en remettant l'exécution de votre projet au lendemain, au surlendemain.

C'est pourquoi, hélas, comme sœur Anne, nous ne soyons rien venir, ou si peu que mieux vaut ne pas en parler.

Il convient cependant que nous insistions sur l'urgence de votre décision, car c'est pour notre journal une question de vie ou de mort et nous n'êtes pas sans avoir réfléchi sérieusement au vaste que créerait sa disparition.

Si donc vous l'avez assez, tel qu'il est, avec toutes ses imperfections, et que vous jugiez utile qu'il continue à vivre, remplissez sans tarder le bulletin d'abonnement que nous avons composé à votre intention en quatrième page, puis découpez-le et renvoyez-le à notre administrateur.

Ce faisant vous aurez accompli une besogne utile.

N. FAUCIER.

## FAIT-DIVERS

C'est un de ces faits-divers auxquels on ne consacre que quelques lignes à la quatrième page des journaux. Il n'a rien, en effet, pour exciter l'attention du public : ce n'est ni un grand drame passionnel, ni un de ces assassinats raffinés qui mettent en vedette ressortissants d'asiles et bourgeois corrompus.

C'est un drame de la misère, un drame humain.

Un ménage de travailleurs qui compte déjà un enfant envisage avec effroi la perspective d'une nouvelle bouchée à nourrir. Un second enfant amènerait la gêne, voire la misère. Aussi, en accord avec sa femme, l'homme tente-t-il de la faire avorter. Les manœuvres n'ont pas réussi ; la femme est morte et le mari s'est tué. Telle est cette simple histoire.

Si l'un et l'autre étaient encore vivants, on les aurait entraînés, sans doute devant les tribunaux et sévèrement condamnés. Car la « Justice » n'est pas tendre pour ces sortes de délit qui devraient pourtant porter à l'indulgence en raison de leur universalité.

Combien en effet, parmi ces austères représentants de la vertu et de la loi n'ont pas été, dans le privé, sinon les instruments du moins les complices de semblables procès ?

La bourgeoisie, qui ne possède pourtant pas d'aussi solides raisons que les prolétaires pour restreindre sa natalité, sait fort bien prendre, à ce sujet les précautions voulues et ce n'est pas par simple effet du hasard que les familles nombreuses se rencontrent surtout parmi la classe ouvrière et chez ses représentants les moins éduqués. Les classes aisées usent hypocritement de ces mesures que la loi interdit, mais alors elles ont recours à des compétences dont les honoraires fabuleux payent la discréption en même temps que les services. Les femmes prolétaires, elles, dont le médecin habituel est celui de l'hôpital, en sont réduites à se confier aux soins des charlatans à prétentions modestes, ou simplement à ceux de leurs voisines, de leur mari ou de leur compagnon ; il n'est même pas rare que certaines se fassent avorter elles-mêmes.

Naturellement des instruments de fortune utilisés pour la circonstance et l'incapacité des opérateurs, risquent souvent d'entrainer la mort, et presque toujours l'infirmité.

Ainsi, l'opération, qui, pratiquée par un spécialiste dans les conditions d'hygiène nécessaires, est sans danger, devient pour les travailleurs particulièrement redoutable et susceptible de déterminer des suites fatales. Tout cela, parce que la loi condamne l'avortement. Criminelles les manœuvres abortives ! Est-ce parce qu'il est criminel de donner la mort à un être humain ? Quelle dérision dans la Société, où nous vivons.

D'ailleurs, personne ne s'y trompe : le prétendu respect de la vie humaine ne sert qu'à cacher le souci des classes dirigeantes de ne pas voir diminuer leur cheptel à usine, à bordel et à charnier.

En tous cas... est-il pas moins criminel de sacrifier un embryon plutôt qu'une vie d'adulte ? Là est toute la question. Car aucune mesure légale, aussi draconienne qu'elle puisse être n'empêchera l'avortement.

C'est par milliers qu'il se pratique annuellement en France, cependant que les cas enregistrés par les tribunaux se montent juste à quelques centaines. Tous les jours, les hôpitaux sont obligés d'hospitaliser des malheureuses dont l'état, à la suite d'une fausse-couche « accidentelle », nécessite un curage urgent.

Les autorités le savent : il leur faudrait agrandir leurs ergastules pour y loger toutes les coupables. La loi, sur ce terrain en tout cas, est une valeur préventive. Son abolition n'entraînerait pas un avortement de plus et pourraient sauver contre un nombre appréciable de femmes, dont la plupart sont déjà mères de famille.

• • •

Le décret qui oblige l'avortement à se pratiquer clandestinement est donc, non seulement une infamie puisqu'il condamne les moins privilégiées de la fortune à se faire estropier par des ignorants, mais aussi un mauvais calcul car il ne sert qu'à étendre le champ de la mortalité.

Mauvais calcul également que celui qui punit la diffusion des méthodes anti-conceptionnelles ; elles sont pourtant le meilleur remède contre la fréquence des avortements.

Heureusement, en dépit de tous les articles du Code, la théorie de la génération consciente commence à pénétrer les masses ouvrières et à y trouver ses meilleurs adeptes. Les travailleurs conscients sont de moins en moins des machines à produire, ils ne veulent un enfant au monde que s'ils sont sûrs de pouvoir l'élever.

Lucile PELLETIER.

## AUX ASSISES DE LA SEINE

## LE PROCÈS DU FASCISME

Les jurés de la Seine ont à se prononcer sur le cas de l'ouvrier italien Serge di Modugno qui tua le consul Nardini.

En réalité, ce n'est pas Modugno qui tua le comte Nardini, l'assassin c'est le fascisme lui-même, c'est l'odieux régime que seuls peuvent magnifier les pires ennemis de l'intelligence et de la liberté humaines.

C'est donc le procès du fascisme qui se déroule actuellement et, seuls les esprits rétrogrades, les gens de presse stipendiés par l'ambassade italienne — et ils sont nombreux — toute la tourbe infecte des réacteurs, de l'*Ami du Peuple* au *Journal des Assises* peuvent essayer de donner le change en vantant les mérites de l'agent fasciste disparaît.

Résumons brièvement la douloureuse odyssée de Serge di Modugno.

Dans son village de Cérignole où il exerce la profession d'ouvrier agricole, di Modugno vivait péniblement du produit de son travail, dur et ingrat s'il en fut, aux côtés de sa femme et de son enfant. Il adorait l'une et l'autre. Survint les brutes en chemises noires qui prétendent lui faire endosser leur dégradant uniforme.

Serge di Modugno, nature droite et fière se refusa à subir l'outrage humain. Les conséquences de cette indépendance ne se firent pas attendre. Arrêté à plusieurs reprises sans la moindre raison, cruellement martyrisé, di Modugno fut l'enfer fasciste. Sa femme et son enfant, n'avaient pu le suivre. Il en conçut un chagrin mortel et, une fois en France n'eut plus qu'une pensée, faire venir près de lui les êtres chers. Il se dévoua à l'outrage, se dévoua à l'humiliation. Ses dernières paroles furent : « Hier soir, j'ai envoyé ta lettre à Lucio. Il ne peut rien pour moi. Je suis condamnée à rester loin de toi cinq ou six ans au moins. Je pense par moment devenir folle... A NOUS LA DESTINÉE SANS PAIN ET LE SOMMEIL SUR LES MARCHEES... »

Le 6 septembre, la malheureuse écrit ces phrases si poignantes dans leur tragique simplicité : « Hier soir, j'ai envoyé ta lettre à Lucio. Il ne peut rien pour moi. Je suis condamnée à rester loin de toi cinq ou six ans au moins. Je pense par moment devenir folle... A NOUS LA DESTINÉE SANS PAIN ET LE SOMMEIL SUR LES MARCHEES... »

Le 12 septembre, di Modugno, désespéré décide de faire une dernière tentative, il veut voir le Consul Nardini qui l'éconduit... et, c'est le drame.

Ce n'est pas sur le comte Nardini, mais sur le régime dont il était le représentant.

Le 12 septembre, di Modugno, désespéré décide de faire une dernière tentative, il veut voir le Consul Nardini qui l'éconduit... et, c'est le drame.

Ce n'est pas sur le comte Nardini, mais sur le régime dont il était le représentant.

Le 12 septembre, di Modugno, désespéré décide de faire une dernière tentative, il veut voir le Consul Nardini qui l'éconduit... et, c'est le drame.

Ce n'est pas sur le comte Nardini, mais sur le régime dont il était le représentant.

Le 12 septembre, di Modugno, désespéré décide de faire une dernière tentative, il veut voir le Consul Nardini qui l'éconduit... et, c'est le drame.

Ce n'est pas sur le comte Nardini, mais sur le régime dont il était le représentant.

Le 12 septembre, di Modugno, désespéré décide de faire une dernière tentative, il veut voir le Consul Nardini qui l'éconduit... et, c'est le drame.

Ce n'est pas sur le comte Nardini, mais sur le régime dont il était le représentant.

Le 12 septembre, di Modugno, désespéré décide de faire une dernière tentative, il veut voir le Consul Nardini qui l'éconduit... et, c'est le drame.

</div



# DANS LE JARDIN D'AUTRUI

## Solidarité et répression

Sans chanter victoire et sans vouloir nous attribuer le bénéfice de cette victoire, signalons, avec une vive satisfaction, que, à propos du onzième anniversaire de la Révolution d'octobre et sous le titre : « Libérez Léon Trotsky et tous les ouvriers révolutionnaires russes emprisonnés ou déportés ! », *La Lutte de Classes* publie une vigoureuse protestation contre la répression qui déshonore la Révolution russe.

Que *La Lutte de Classes* ait ou non été sensible à l'argumentation par laquelle nous tentions d'établir tout l'illogisme qu'il y avait pour les communistes oppositionnels à protester seulement contre les mesures répressives dont étaient victimes en Russie les leaders de l'opposition, en se basant sur le sort non moins pénible des révolutionnaires d'autres tendances, écrasés par la même répression, cela n'a aucune importance. Ce qui compte par-dessus tout, c'est le fait qu'il se trouve enfin — après onze ans ! — des communistes, d'opposition il est vrai, pour associer indistinctement dans une même protestation tous les révolutionnaires : ouvriers ou intellectuels, socialistes, syndicalistes, communistes ou anarchistes, victimes de la vindicte bolcheviste.

Grâce à *La Lutte de Classes* qui, la première parmi les groupements ou publications d'opposition communiste, a eu le courage d'adopter cette attitude qui l'honneure, un nouveau maillon s'ajoute à la chaîne de la solidarité révolutionnaire. D'autres maillons manquent encore. Avant longtemps ils viendront à leur tour allonger la chaîne, la fortifier et la rendre assez résistante pour amener à composition la tyrannie bolcheviste et faire cesser le scandale contre-révolutionnaire de la détention ou de la déportation des meilleurs parmi les révolutionnaires — leurs amis et les nôtres !

En unissant leurs efforts pour ce but précis, les révolutionnaires de toutes tendances peuvent d'ailleurs assigner à leur action des fins fort différentes. Ainsi *La Lutte de Classes* y recherche une régénérescence du mouvement communiste :

Le système de répression inauguré par Staline, dit-elle, vise à l'usure. C'est une pénitence. Il s'agit d'amener les hérétiques à résipiscence. Cette répression mine l'autorité du parti bolchevique. Non pas expressément parce qu'elle fait des « martyrs », mais parce qu'elle montre clairement qu'un parti prolétarien qui use de pareils expédients ne peut être qu'un parti bureaucratique, séparé du prolétariat, et venu à une dégénérescence rapide. Son exemple démontre toute l'intégration : l'état actuel de la société française en est une preuve suffisante.

Bien entendu, notre position est aux antipodes de celle de *La Lutte de Classes*. Encore que ce serait là une illustration lumineuse du bien-fondé de la thèse anarchiste et une condamnation formelle de la pratique des révolutionnaires autoritaires, peu nous importe que les excès mêmes de sa répression contribuent à l'écroulement sans grandeur du régime bolcheviste.

Nos visées sont plus hautes, ou plus modestes. Toutes les répressions nous indignent et blessent notre sentiment de la justice et de la liberté ; celle qui, exercée par des révolutionnaires, atteint d'autres révolutionnaires, qu'ils soient nos compagnons de lutte, nos camarades d'idées ou nos adversaires, nous est odieuse, parce qu'en frappant les hommes elle risque de détruire aussi jusqu'à l'idée révolutionnaire elle-même. Et c'est pour sauver les révolutionnaires tout en sauvegardant l'idée révolutionnaire, que nous nous élevons contre la répression cruellement et sottement pratiquée en Russie soviétique.

## Une étrange enquête

Certes, l'entente la plus idéale ne règne pas entre les différents milieux anarchistes, et c'est déplorable. A qui la faute ? Dieu seul le sait, et encore !... Quoi qu'il en soit, E. Armand serait désireux que disparaissent des milieux et publications anarchistes les polémiques de personnes, les polémiques diffamatoires ou calomniatrices ». Bravo ! Nous en sommes.

Pour parvenir à ce résultat, qui serait loin d'être médiocre, Armand croit avoir trouvé une solution. Il ouvre, dans *L'Én-dehors*, une enquête auprès des déportés et correspondants de ce journal en leur posant un questionnaire dont voici le dernier point :

Enfin, en tant que correspondant ou dépositaire de l'*Én-dehors*, comment expliqueriez-vous qu'il vous soit possible de répandre ou diffuser des journaux ou l'on essaierait de discréditer, déprécier, desservir, préjudicier nos campagnes non théâtrées, notre propagande, nos associations ?

Il faut dire que le moyen trouvé par Armand pour faire cesser les inimitiés entre anarchistes et les polémiques de personnes qui, le plus souvent, n'ont pas d'autre cause, consiste à empêcher que soient mises en circulation les feuilles qui hospitalisent de semblables polémiques. Nous en sommes toujours, encore que, par le fragment du questionnaire que nous reproduisons, on voit percer le bout de l'oreille.

D'abord, qu'est-ce qu'une polémique de personnes ? Selon nous, ce ne peut être qu'une polémique mettant aux prises, à grand renfort d'injures et de calomnies, des individus n'ayant à s'opposer que des griefs personnels, strictement personnels, et rien d'autre. Prendre à partie un militant, par la parole ou par la plume, pour lui reprocher des contradictions entre les idées qu'il défend et les actes qu'il commet, par exemple, ce ne peut être, toujours d'après nous, faire la œuvre de polémique personnelle. Et sur ce sujet nous partageons assez l'avis que Levieux, « cette vieille peste de Levieux », comme il dit lui-même, exprimait récemment dans *L'Anarchie*. Il est parfois nécessaire, pour le bien d'une idée ou d'une propagande, de déporter certains hommes de la fausse personnalité dont ils se parent pour les faire apparaître sous leur vrai visage.

Et puis il y a les « polémiques » par persuasion, si nous pouvons dire, ceux qui veulent à tout prix voir polémique là où il n'y a que controverse, « insinuations et méchancetés » là où il n'y a que pure constatation. Dans ces conditions, sur quel critérium se basera-t-on pour déterminer s'il y a ou non polémique, diffamation, calomnie ? De plus, si l'on sait qu'Armand voudrait voir bannir des controverses entre

militants jusqu'à l'ironie, on se demande jusqu'à quel ascétisme de langage il veut atteindre dans les rapports entre anarchistes. Enfin, en rapprochant de l'extrait du questionnaire d'Armand cité plus haut cette affirmation où il se déclare « parfaitement d'accord avec *La Voix Libertaire* », on est au droit de se demander si Armand n'entend pas exploiter habilement — trop habilement peut-être ! — certaine controverse toute récente.

Quel profit qu'il escompte tirer de sa bizarre enquête, nous pouvons bien lui dire, sans intention blessante, que la polémique tout court, à plus forte raison la polémique calomniatrice ou diffamatoire, n'est pas notre genre, ici. Sans nous soucier que cela plaise ou non à notre « clientèle » en particulier, et à la « clientèle » anarchiste en général, nous continuerais de contester sur les idées dans l'intérêt de la vérité, et, quand il le faudra, de nous attaquer aux personnes pour la défense de nos idées.

## LE LISEUR.

## SOMMAIRES ET BIBLIOGRAPHIE

Le dernier numéro du *Semeur* est entièrement consacré au grand philosophe scandinave Henrik Ibsen « individualiste de vie, artisan du Troisième Règne », avec des articles et études de Lamarcq, A. Souchy, Marcel Millet, E. Armand, L. Barbedette, Bannville d'Hostel, Han Ryner, Gérard de Lacaze-Duthiers, Jules Blanc, Pierre Larivière, Edouard Rothé, Docteur Peilletier, Stephen Mac Say, Henri Barbusse et une page de Laurent Tailhade, extrait de *Plâtres et Marbres*, sur le théâtre d'Ibsen. Des poésies de Stephen Mac Say, Eugène Bizeau, Pierre Larivière, la reproduction de l'oublié *Ballade de Solness*, de Laurent Tailhade et *Le cadavre d'une époque*, poème d'Ibsen. Dessins de A. Daëness, Maurice Goossens, Pierre Larivière, etc. Nous recommandons tout particulièrement la lecture de ce numéro spécial à tous ceux qui sont curieux de connaître la figure et la pensée d'Ibsen ; ils trouveront là de solides matériaux les préparant à aborder l'étude de ce grand individualiste.

— Au sommaire de la livraison d'octobre de *La Lutte de classes*, un curieux rapprochement de Pierre Naville sur l'ignorance semblable et prodigieuse de Cachin et de Loucheur touchant les choses de... la Russie soviétique, une étude nourrie de A. Patri sur : Sciences et philosophie de l'histoire dans leurs perspectives révolutionnaires ; la fin de l'étude de Georges Garine : Brest-Litovsk, histoire d'un traité de paix révolutionnaire ; enfin, une édifiante lettre d'Allemagne sur le cas Thaelmann et l'internationale communiste, avec, en tête, ce rappel d'une phrase de Lénine qui erit long sur la corruption du communisme international : « On ne fait pas la Révolution avec les mains sales ! »

— A propos de la sortie de la S. D. N. de Paul-Boncour et de Jouhaux, article de G. Bastien dans *Germinal*, où il interprète ce départ comme une caractéristique de la réaction internationale qui, de plus en plus, trouve un refuge dans l'organisme trompeur de Genève

— Dans *La Révolution prolétarienne* du 15 novembre, un article de B. Giauffret sur le dixième anniversaire de l'armistice et d'un livre de Max Eastman : *La Situation réelle en Russie*, publié à New-York, un extrait de l'introduction que La R. P. intitule : *La vérité sur l'opposition*.

— Le numéro d'octobre des *Cahiers du bolchevisme*, organe théorique du parti communiste français, contient des articles de M. Thorez : Les problèmes de la politique du parti français ; P. Sémard : Les travaux du sixième Congrès mondial ; les chroniques habituelles de politique internationale, du mouvement social, de la vie paysanne, etc., par G. Péri, J. Pons, J. Berlioz, E. Girault, etc.

## EN RUSSIE SOVIÉTIQUE ET SOCIALISTE...

La cam. Vera Jakovleva a terminé son premier exil à Tobolsk et est déportée à 500 km plus au nord, dans le village de Samarovo.

Le cam. Ivan Krouglov vient d'être arrêté pour la seconde fois à Moscou et déporté à Tobolsk pour 3 ans.

Joseph Broverman après avoir accompli son temps d'exil à Arkouglask est parti pour Melitopol qui lui est fixé comme domicile forcé ; il lui est en outre interdit de venir dans les six plus grandes villes de la Russie (peine portant en russe la déportation pour 3 ans à Narym).

A. Goussen a également fini son temps dans la même prison et est déporté pour 3 ans à Minoussinsk. Sur les 9 camarades qui sont déportés dans cette ville, un seul a du travail.

Alexandre Pokrovski après avoir purgé sa peine à l'isolatoire politique d'Iaroslav, est déporté pour 3 ans à Narym.

Klara Federer a aussi terminé son temps d'emprisonnement dans la même prison et est aussi déportée pour 3 ans à Narym. Le régime du pénitencier a à ce point ébranlé sa santé, qu'il a fallu la mettre à l'hôpital de Parabell, district de Tomsk.

Boris Lipovetski a fini sa peine au bagne d'Iaroslav et est exilé pour 3 ans à Ouralsk. 3 partisans de la non résistance au mal par la violence sont déportés dans la même ville.

Le cam. Krasnov, étudiant de 5<sup>e</sup> année à l'institut Lomonossov à Moscou est exilé à Gouriev. Il est le premier déporté politique.

Sur les neuf anarchistes de Pétrograd, arrêtés en 1925 et qui ont accompli intégralement leur peine à la prison d'Iaroslav, quatre sont à nouveau déportés : trois à Sibérie et un dans l'Oural.

Extrats de lettres de déportés

» A ma sortie de prison j'ai en vain cherché du travail pendant 8 mois... Ce n'est que ces jours que j'ai été embauché provisoirement comme infirmier. Le salaire est de 25 roubles par mois. Il faut travailler dans la section des maladies contagieuses et se servir exclusivement des asiles de nuit. Aussi est-on plein de poux. Mon tra-

vail consiste à recevoir les malades, les laver, etc. Les effets doivent être transportés à 6 km de là aux locaux de désinfection. On m'a d'ailleurs confié cette besogne parce qu'on n'avait personne sous la main consentant à la faire. En résumé : on pourrait travailler, mais il est répugnant d'être obligé de s'avilir. Quant au travail il est organisé de telle façon que bien des choses sont à peine supportables.

« Je suis inquiet sur le sort de Ch. Elle a supporté déjà deux opérations et au lieu de guérir, elle est encore plus gravement malade. Au cours des derniers temps le sang lui vient souvent par la gorge. J'ai bien peur qu'elle ne résiste pas... D'ailleurs la vie des valides n'est pas plus douce non plus. Surtout pour ceux qui sont dans les coins perdus comme Samarovo, Sourgout etc. Le village de Samarovo est situé sur les bords de l'Irtch, à 500 km au bord de Tobolsk. Point de bibliothèque, ni de journaux, pas même de cinéma. La nourriture est mauvaise. Pas de légumes verts, pas de viandes, pas de laitages. Rien que du poisson. Le village de Sourgout est situé sur le fleuve Obi, à 1.000 km de Tobolsk. Il y a en tout là-bas 20 déportés dont 2 anarchistes. En été il y vient un bateau toutes les 3 semaines. Une fois la navigation interrompue il est impossible d'atteindre Sourgout.

« Je m'en vais vous expliquer ce qu'est la peine de « moins six ». Le dépôt politique après avoir purgé sa peine d'exil n'a le droit de partir que pour certaines villes à l'exception d'autres. Ainsi moi tout en étant autorisé à partir pour P., je me suis vu appliquer la soi-disant « amnistie d'octobre » m'interdisant d'entrer en Ukraine, en Russie Blanche, à Pétrograd, Moscou, Kiev, Odessa, Rostov sur le Don et Kharakov, avec l'obligation d'aller dans quelque ville de province et de m'y « fixer » pour 3 ans. C'est cela qui arrive à tous les exilés finissant leur peine. Parfois la situation est pire ; l'exil ne s'achève pas « bien » ; le Guépou crée une nouvelle affaire, envoie un autre lieu d'exil, pour une nouvelle peine, et parfois enferme simplement en prison. Je voudrais vous parler ici quelque peu de la déportation à Minoussinsk. Il y a là actuellement 18 déportés politiques, dont 5 social-démocrates géorgiens, 1 social-démocrate russe, 1 socialiste révolutionnaire, 2 sionistes et 9 anarchistes. Tous vivent en faisant preuve d'une certaine solidarité. L'attitude du Guépou est souvent odieuse, pourtant à Dinoissinsk, comparativement à d'autres lieux, la situation est encore passable. Je vais vous raconter un cas typique. Vous pourrez ainsi jusqu'à un certain point juger du degré d'abjection où est arrivé le Guépou, « cette douce institution ».

A Minoussinsk vivait une jeune anarchiste nommée Aida. Dans un autre lieu de déportation à Narym se trouvait un anarchiste qui l'aimait, Otto Kytovski. Les parents de celui-ci en raison de sa maladie se mirent à faire des démarches pour obtenir son transfert dans un endroit plus clément. L'autorisation fut accordée. Le cam. Otto fut transféré sur sa propre demande à Minoussinsk. Mais le Guépou qui aimait souhaitait qu'il se déguise en « gardien » de la sécurité des déportés au lieu de le laisser lui tuberculeux au dernier degré dans la ville, parmi ses amis, l'expédia dans un autre district. Par je ne sais quel miracle elle resta à Minoussinsk ; quant à Otto il fut quand même envoyé à Ienisseisk. En 1925 ce camarade était à la prison de Verkhne-Ourslak se sectionna les veines pour protester contre le terrible régime du pénitencier. Les camarades en rentrant du préau le trouvèrent dans sa cellule tout trempé de sang et le sauverent à grand peine. Il était aux îles Solovki au moment de la fusillade tragique. Il en est maintenant à sa troisième peine. Il est extrêmement malade.

On n'en finira pas de raconter tous « exploits » du Guépou. Celui-ci persécute surtout les emprisonnés. Il y a actuellement quatre bagnes appelés « isolateurs politiques » : Souzdal, Isroslav, Verkhne-Ourslak et Tobolsk. Il arrive que sous prétexte de délit de « droit commun » on envoie aux îles Solovki les détenus politiques et qu'on leur applique le régime réservé exclusivement aux criminels. Ce fut le cas de quelques camarades (sionistes et anarchistes) après une évasion manquée qui pour avoir tenté de quitter la sinistre ville d'Oborsk dans l'extrême Nord, furent envoyés à Ienisseisk. En 1925 ce camarade était à la prison de Verkhne-Ourslak se sectionna les veines pour protester contre le terrible régime du pénitencier. Les camarades en rentrant du préau le trouvèrent dans sa cellule tout trempé de sang et le sauverent à grand peine. Il était aux îles Solovki au moment de la fusillade tragique. Il en est maintenant à sa troisième peine. Il est extrêmement malade.

On n'en finira pas de raconter tous « exploits » du Guépou. Celui-ci persécute surtout les emprisonnés. Il y a actuellement quatre bagnes appelés « isolateurs politiques » : Souzdal, Isroslav, Verkhne-Ourslak et Tobolsk. Il arrive que sous prétexte de délit de « droit commun » on envoie aux îles Solovki les détenus politiques et qu'on leur applique le régime réservé exclusivement aux criminels. Ce fut le cas de quelques camarades (sionistes et anarchistes) après une évasion manquée qui pour avoir tenté de quitter la sinistre ville d'Oborsk dans l'extrême Nord, furent envoyés à Ienisseisk. En 1925 ce camarade était à la prison de Verkhne-Ourslak se sectionna les veines pour protester contre le terrible régime du pénitencier. Les camarades en rentrant du préau le trouvèrent dans sa cellule tout trempé de sang et le sauverent à grand peine. Il était aux îles Solovki au moment de la fusillade tragique. Il en est maintenant à sa troisième peine. Il est extrêmement malade.

Malgré cette confusion et ces luttes intestines, le parti travailliste doit être le grand vainqueur des prochaines élections générales. Autant que peuvent servir d'indications les récentes élections municipales, après les élections générales, l'Angleterre aura à nouveau un gouvernement communiste et les opposants sont les opposants de gauche pour servir sa politique.

Il faut pourtant dire qu'un noyau important de militants se trouvent à égale distance du L. P. et du P. C. ; et pour que leur nombre augmente, nous verrons peu l'éclosion d'un nouveau groupe politique.

Pourtant il fut un temps où, même exclu du L. P., les communistes faisaient tout leur possible pour faire élire les candidats travaillistes. Cela, disaient-ils, afin de détruire plus rapidement, par une expérience pratique, l'illusion des masses envers la doctrine réformiste. C'est qu'aujourd'hui le P. C. pensait qu'une fois démissionnées une fois plus, les travailleurs, en masses compactes, rejoindraient ses rangs. Mais cette méthode est aujourd'hui totalement abandonnée. Aux élections de mai 1929, au nom des intérêts sacrés du travail, nous verrons la droite et la gauche d'un même parti se disputer les voix des membres des Trades-Unions.

Malgré cette confusion et ces luttes intestines, le parti travailliste doit être le grand vainqueur des prochaines élections générales. Autant que peuvent servir d'indications les récentes élections municipales, après les élections générales, l'Angleterre aura à nouveau un gouvernement communiste et les opposants sont les opposants de gauche pour servir sa politique.

Les masses sont plongées dans une profonde apathie. Certes, elles sont un peu émises par les résultats de la politique et des agissements des politiciens, mais jusqu'à présent, il faut déplorer l'existence de tout signe ou de tout désir d'une activité vraiment révolutionnaire. Et c'est bien triste !

Indiquons encore en terminant, que c'est

W.

Fonds de secours de l'A. I. T. pour les anarchistes et Anarcho-syndicalistes emprisonnés et exilés en Russie.

Adresser : A. Bergman, 120, rue Tallière, Saint-Cloud (Seine-et-Oise) France.

W.

Fonds de secours de l'A. I. T. pour les anarchistes et Anarcho-syndicalistes emprisonnés et exilés en Russie.

Adresser : A. Bergman, 120, rue Tallière, Saint-Cloud (Seine-et-Oise) France.

W.

Fonds de secours de l'A. I. T. pour les anarchistes et Anarcho-syndicalistes emprisonnés et exilés en Russie.

Adresser : A. Bergman, 120, rue Tallière, Saint-Cloud (Seine-et-Oise) France.

W.

Fonds de secours de l'A. I. T. pour les anarchistes et Anarcho-syndicalistes emprisonnés et exilés en Russie.

Adresser : A. Bergman, 120, rue Tallière, Saint-Cloud (Seine-et-Oise) France.

# La Voix de Province

ANGERS

## Contre les expulsions administratives

Le mercredi 21 novembre, les groupes d'Etudes d'Angers et Treizé organisent deux meetings contre les expulsions administratives. L'un à Treizé, à 17 heures et l'autre à Angers, à 20 h. 30.

A Treizé, peu de camarades avaient répondu à notre appel. Il est vrai que le sujet, malgré son opportunité et surtout la nécessité d'y attirer l'opinion publique, ne semble pas intéresser les ouvriers. Ils sont trop éclatés, trop dispersés, trop éloignés. Cela manque pas d'être remarqué, car il y a à peine quelques mois, nous étions alors des combattants révolutionnaires, voire des auxiliaires de la bourgeoisie.

Que cache ce changement d'attitude si subit et pour le moins inattendu ?

Quoiqu'en soit, nous approuvons sans réserves l'exposé des Giraud, mais à la répression en France et dans les pays capitalistes, mais notre internationalisme nous fait un devoir de rappeler aux adhérents du « Secours Rouge » que les nécessités de la lutte pour arracher l'amnistie pleine et entière en France, ne nous fait pas oublier les révolutionnaires russes exilés, emprisonnés et déportés injustement.

Le Groupe Libertaire.

LILLE

## Après le pacte Kellogg

La guerre est mise hors la loi. Plus de quarante nations ont manifesté leur volonté de paix et déclaré ne plus vouloir avoir recours à la guerre pour régler les différends. Une ère de paix et de fraternité va s'ouvrir.

À Angers, peu de monde également, il est vrai que de l'heure contremépris, tant du côté affichage que du côté location de la salle, étaient venus contrarier la bonne organisation du meeting. Aussi la réunion n'attrait-elle qu'un public restreint ? Malgré cela, nous finissons la cause.

Bonnaud exposa d'abord les raisons du manque de publicité, puis il s'éleva contre les expulsions administratives dont sont victimes nos camarades étrangers.

Odéon fit ensuite un exposé du Comité du droit d'asile et du but qu'il poursuivait.

Les camarades prirent l'engagement d'ouvrir pour ce dimanche meeting la salle soit trop petite. Chacun, nous sommes certains, fera sa part de propagande individuelle afin d'obtenir le maximum de résultats.

Au fond, deux réunions qui ne seront pas sans lendemain, car elles ont permis à certains camarades, de mieux se faire une idée de cette injustice flagrante, les expulsions administratives, et la nécessité de mettre tout en œuvre pour les abolir.

F. Bonnaud.

BEDARIEUX

## Meeting Vial

C'est le vendredi 23 courant que notre camarade René Glaslain est venu tenir le meeting en faveur de l'autel Vial, victime d'une erreure judiciaire.

Profitant de la circonstance, il fit l'exposé de l'expulsion administrative dont sont victimes les camarades étrangers. Alors que la plus grande liberté est laissée aux banquiers, mercantis et fraudeurs, furent-ils étrangers, l'on poursuit impitoyablement les camarades qui reçoivent un journal qualifié subversif, assistent à une réunion, ou même essaient de se syndiquer.

Dans un pays qui se targue d'être à la tête de la civilisation, c'est une honte de laisser régner l'arbitraire et de permettre que le premier policier venu puisse de sa volonté faire expulser un homme qui ne lui convient pas.

Représantant l'affaire Vial, il monta le travail de ce dernier en 1917 et 1918 pour faire arriver la paix plus vite ; il le montra au bagnard, fier et calme, s'imposant même à ses gardiens par sa conduite.

Ensuite ce fut l'évasion du bagnard avec ses multiples dangers, son action lors de l'affaire Sacco et Vanzetti et enfin son retour dans l'enfer de Cayenne, où il espère que l'agitation des honnêtes gens le sortira du bagnard.

Un assez grand nombre d'auditeurs écoutèrent notre camarade avec la plus grande attention et nous avons l'espérance que chaque assistant se fera démain un défenseur de Vial, victime du militarisme et d'une erreur judiciaire.

Speaker.

LA CAVALERIE (CAMP DU LARZAC)

## Conférence Paul Vial

L'autorisation demandée à notre camarade René Glaslain est à conserver, ne serait-ce que pour se rendre compte du pouvoir et des attributions que s'arrogent certains mères de petites communes, au mépris même des lois en vigueur. Ainsi, il y a sur ce papier que notre camarade peut parler de choses corporatives, mais que la réunion ne devra avoir aucun caractère religieux, politique ou révolutionnaire.

Voilà des phrases qui pourraient nous faire croire qu'il n'est pas en France, car la loi autorise, à condition qu'un bureau y soit constitué, toutes les réunions, sous réserve des poursuites exercées contre l'orateur, si ses paroles outrepassent certaines limites.

Mais voilà des conditions qui, appliquées à la période électorale, doivent être très ennuyeuses pour les différents candidats : car eux viennent y parle : politique ; et qu'nd le curé prêche le catéchisme, pourquoi le maire la laisse-t-il faire ses sermons ? Nous nous doutons bien que politiciens et préteurs ont toute la latitude de parler à leur fantaisie et que c'est le seul titre de orateur de l'union anarchiste qui a provoqué l'autorisation ainsi faite.

Enfin, malgré cet épisode Courteline, la réunion eut lieu le samedi 24 courant devant un auditoire composé en grande partie d'ouvriers travaillant à la construction des baraquements du camp militaire de Larzac, quel dommage que le maire ne se soit pas dérangé, il aurait appris les détails de l'affaire Vial, comment un innocent est au bagnard pour avoir été pacifiste, il eut appris également comment de braves travailleurs étrangers sont brutallement expulsés de France pour avoir reçu un journal, ou assisté à une réunion. En résumé, bonne réunion de propagande vu le nombre de brochures et de livres laissés du pétin.

L'Homme du Camp.

COURSAN

## Après le meeting du Secours Rouge

En tournée dans la région, Giraud, délégué de son organisation, donna une réunion à Cour-

# La Vie de l'U.A.

## PARIS-BANLIEUE

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 30, à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle.

Groupe du 20<sup>e</sup>. — Jeudi 29, à 20 h. 30, réunion au local habituel.

Groupe Libertaire de Saint-Denis. — Réunion vendredi 30 novembre, à 20 h. 30. Bourse du Travail, 4, rue Stugé.

En raison de l'ordre du jour qui comporte l'organisation du meeting contre les expulsions administratives et la discussion sur les anarchistes et les syndicats, tous se feront un devoir d'assister à cette importante réunion.

Groupe régional de Bezons. — La prochaine réunion du groupe aura lieu le samedi 1<sup>er</sup> décembre, à 20 h. 30, rue de l'ancienne mairie, à Bezons. Les copains de Houilles, Carrières, Chatou, Saint-Germain, Courbevoie, Argenteuil, sont priés d'être présents.

Le groupe régional.

## PROVINCE

Groupe de Lille. — Les camarades sympathisants et lecteurs du « Libertaire » sont invités à assister à nos réunions qui ont lieu tous les samedis, 142, rue de Wazemmes. Allons, camarades, un bon mouvement, des tâches urgentes nous sollicitent, soyez nombreux à nos prochaines réunions.

Groupe anarchiste communiste de Toulouse. — Réunion de tous les copains et lecteurs du « Libertaire », samedi 1<sup>er</sup> décembre 1928, à 20 heures 30, chez Tricheux, 16, rue du Peyrou.

Organisation et moyens à envisager pour la campagne dans la région contre les expulsions administratives.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

« Le Libertaire » est en vente au Dépot Central, rue Bannier.

## DANS LE S. U. B.

Le Conseil général du S. U. B. réuni le jeudi 22 novembre, a décidé de faire un conseil élargi le jeudi 6 décembre, à 18 heures, salle de Commission, 4<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail. Des questions très sérieuses sont à l'ordre du jour, ainsi que le renouvellement du Bureau. Un appel est fait à tous les militaires du S. U. B. pour qu'ils assistent à ce Conseil.

Permanence du dimanche. — Dimanche 2 décembre : Langlassé ; dimanche 9 décembre : Andrius ; dimanche 16 décembre : Vergnonjean.

Gimeliers, maçons d'art et aides. — Cours de dessin le vendredi 30 novembre et le mardi 4 décembre, à 17 h. 30, salle B des Cours professionnels, à l'entresol, Bourse du Travail.

## DANS LES SYNDICATS

### Chez les Terrassiers

Les candidatures pour le renouvellement du Bureau 1929 : secrétariat, conseil d'administration, commission de contrôle, sont reçues au siège, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau. Le livre restera ouvert jusqu'au 23 décembre 1928 inclus.

Avis important. — Les entreprises Landry et Allicier ayant lockouté leur personnel, les chômeurs sont priés de ne pas se présenter dans ces entreprises jusqu'à nouvel ordre.

Pour et par ordre : Le secrétaire : Plessix.

Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Bâtiment et des Travaux Publics de France et des Colonies (13<sup>e</sup> région). — Les syndicats adhérents à la 13<sup>e</sup> Région Fédérale sont convoqués en congrès le dimanche 16 décembre, à 9 heures, à la Bourse du Travail de Paris, 3, rue du Château-d'Eau.

Parmi les questions à l'ordre du jour : les rapports moral et financier ; la propagande ; la journée de 6 heures ; les accidents dans notre industrie et les délégués à la sécurité et l'hygiène ; le 1<sup>er</sup> mars et le cahier des revendications, etc.

Les organisations devront faire tout le possible pour se faire représenter à ce congrès dont l'importance ne peut échapper aux militaires et principalement aux secrétaires.

Pour la Commission exécutive, Le Secrétaire adjoint.

Jeunesse Syndicaliste de la Seine. — Réunion extraordinaire le vendredi 30 novembre 1928, à 9 heures précises, Bourse du Travail, 4<sup>e</sup> étage, bureau 31.

Mardi 4 décembre, dans la même salle, cau- Jeunesse Syndicaliste. — Le rôle des Jeunesse Syndicalistes.

Appe cordial est fait à tous. Le Secrétaire.

du « Mariage Chrétien », et André Lorylot, délégué à la propagande de la Fédération Nationale des Libres Pensées de France.

Sujet traité :

L'Église et l'Amour

Mariage et divorce, célibat et chasteté

La Liberté dans l'Amour et dans la Maternité

Les orateurs répondront aux questions qui leur seront posées, par écrit, par le public, Les dames sont spécialement invitées.

Participation aux frais : 3 francs par personne.

LE FLAMBEAU

Organe d'action et d'éducation antireligieuse

Le Flambeau « adresse un pressant appel aux camarades susceptibles de lui fournir de la copie ou du signaire des faits pouvant servir sa propagande contre les préjugés religieux et les forces d'obscurantisme. »

Écrire à Tréguier Jean, Maison du Peuple, Bois de Boulogne, Brest (Finistère).

P. S. — Les camarades du Havre qui voulent se charger de la vente du « Flambeau », peuvent se mettre en relation avec M. Roudat, 21 bis, rue Guillaume-le-Testu, au Havre, de la part de Tréguier, d'Irest.

Les camarades de La Rochelle qui voudraient se charger de la vente du « Flambeau » peuvent se mettre en relation avec Mme Vallée, 36, rue Albert-1<sup>er</sup>, de la part de Tréguier, de Brest.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : E. DEJOBEL

Imprimerie spéciale du « Libertaire » 10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

# TRIBUNE SYNDICALE

## De la grève à la conciliation et l'arbitrage obligatoires

Nous avons vu dans le précédent article comment les leaders de la C. G. T. abandonnaient le principe de la grève pour aboutir à la conciliation et à l'arbitrage obligatoires.

Les prosélytes du principe nouveau s'efforcent à nous faire croire que ce changement d'attitude de la C. G. T. est la conséquence d'une évolution lente et réfléchie qui, tenant compte des réalités du monde moderne, adapte au mieux des intérêts de la classe ouvrière la forme de lutte correspondant aux circonstances.

Cette évolution, nous disent-ils, est opérée graduellement, d'étape en étape ; elle est une des preuves de la maturité de la C. G. T.

Nous verrons tout à l'heure ce qu'il faut en croire ; pour le moment, examinons les arguments qui établissent la valeur de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires.

Les grèves traînent à leur suite un cortège de privations et de misère pour les travailleurs ; elles sont un expedient auquel se livre la classe ouvrière en désespoir de cause, lorsqu'elle ne trouve aucun appui aux conflits qui la mettent aux prises avec le patronat. La pratique de la grève coûte généralement très cher, non seulement aux ouvriers qui s'y livrent et à leur famille, mais encore à la grande masse des consommateurs ; elle est une arme primitive de combat. Enfin, depuis quelques années, peu nombreuses sont les grèves victorieuses.

D'autre part, dès qu'une grève éclate, les militants se préoccupent de rentrer en pourparlers avec les représentants du patronat et n'ont de cessé qu'ils n'y soient arrivés. Cette préoccupation les entraîne presque toujours à des démarches humaines auprès des personnalités politiques et administratives susceptibles de servir de médiateurs. Quand la grève revêt quelque importance, les militants locaux sollicitent l'intervention des secrétaires fédéraux ou confédéraux auprès des pouvoirs publics ou du Gouvernement.

Naturellement, ces pratiques ne sont pas faites pour rhabasser le prestige de la classe ouvrière et sa dignité en est fortement amoindrie.

Puisque la grève est la cause de misères, de désordre et d'humiliation, il faut en faire l'économie. Il faut prévenir les conflits, mettre en présence les parties adverses, en l'occurrence la classe ouvrière et le patronat, les faire discuter. En causant, les chances de rapprochement augmentent, les points de friction diminuent. Un compromis devient possible.

Or, il existe un moyen d'arriver à ce résultat : il faut compléter la législation du travail et préciser les rapports entre le travail et le capital ; il faut, par une loi, rendre la conciliation obligatoire qui, forcera les parties à cause de leurs intérêts.

Malgré tout, il est bien entendu qu'aucune sentence ne sera prononcée et que la conciliation n'a aucun rapport avec l'arbitrage obligatoire. Elle laisse la faculté aux parties en présence de reprendre leur liberté d'action au moment qu'il leur convient.

Par conséquent, la conciliation obligatoire ne connaît pas de victoire, mais elle connaît l'abandon.

La marche vers le progrès, la justice, la fraternité, à l'aide des méthodes de persuasion et de libre discussion ! oui, partons !

L'esclave ne peut causer à son maître librement que par la révolte. Autrement, il mendie.

Le travail, cet esclave moderne, ne persuadera jamais le capitalisme à la cause de son affranchissement, car le Travail affranchi, c'est la mort du capitalisme et celui-ci n'est nullement disposé à jouer le rôle de Sylla, alors qu'il jouit d'une domination absolue.

La discussion libre suppose l'égalité. La liberté ne se conçoit que dans l'égalité des conditions sociales ; autrement, elle est un leurre. Quant à la fraternité, cet amour des hommes, elle ne peut s'épanouir que dans la justice.

Done pas d'égalité, pas de liberté.

Pas de liberté, pas de justice ; donc pas de fraternité.

(A suivre)

A. GUIGU.

## CORDIALEMENT

J'ai dit la semaine dernière ce que serait cette tribune syndicale. Je